

Évaluations

*Au service de
la réussite des élèves*



SNUipp - FSU

www.snuipp.fr

Syndicat National Unitaire
des Instituteurs, Professeurs des
écoles et PEGC



Evaluer. Pourquoi ? Pour qui ? Comment ? Voilà bien une triple question sur laquelle l'école se doit d'être au clair. Force est de reconnaître que ces dernières années, l'image de l'évaluation s'est brouillée pour les professionnels. Il faut dire que l'institution elle-même ne rend pas lisible les finalités des modes d'évaluations qu'elle tend à imposer. Les évaluations en fin de maternelle, en CE1, en CM2, la mise en place des livrets de compétences, se présentent comme de nouvelles pièces d'un puzzle qui semble davantage être au service de l'institution que des élèves. Tout cela tend à donner à l'évaluation un poids de plus en plus pesant dans la classe. A tel point que, parfois, les enseignants se demandent s'ils ne passent pas plus de temps à penser « évaluation » plutôt qu'à « apprentissage ».

C'est autour de ces nouvelles questions que le SNUipp a organisé en avril dernier à Lyon, un colloque « *Evaluation : parce que nos élèves le valent bien* ». Quelles que soient ses formes, l'évaluation doit être avant tout au service de leur réussite ! Aujourd'hui, avec l'objectif de démocratisation, les enseignants travaillent dans les classes à ne laisser aucun élève sur le bord de la route. Ils ont donc besoin de les évaluer pour eux-mêmes, pour les aider à progresser et non pour les classer ou les sélectionner. Ni même pour que le système soit piloté par de nouveaux indicateurs statistiques totalement déconnectés des réalités de la classe.

Parce que le SNUipp ne prétend pas détenir de vérité toute faite, vous trouverez dans cette publication différentes approches développées par des enseignants et des chercheurs lors de ce colloque. Toutes plaident pour des formes d'évaluations au service d'une meilleure réussite des élèves au niveau de la classe, de l'école ou même du système éducatif. Toutes insistent sur le fait que les élèves, les enseignants comme les parents ont à apprendre d'usages d'évaluation pertinents et efficaces. Toutes nous rappellent enfin qu'évaluer fait depuis toujours partie des gestes professionnels des enseignants. De l'observation à l'outil standardisé, ces pratiques diverses constituent une dimension importante du métier. A condition qu'elles soient sans cesse accompagnées et renouvelées par une véritable formation professionnelle.



Jean-Claude Émin

Ancien sous-directeur de l'évaluation à la DEPP, ancien secrétaire général du Haut Conseil de l'évaluation de l'école.

Évaluer l'école : est-ce utile ?

Oui c'est utile ; cela pose la question de la politique de recherche sur l'École. Nous n'avons pas assez de recherches sur son fonctionnement, sur ce qui y marche mais aussi sur ce qui fait obstacle. Les évaluations doivent permettre de donner des éléments, de poser des questions, d'étayer des décisions. C'est indispensable pour nourrir la formation des enseignants qui est bien en difficulté en ce moment.

Est-ce que les évaluations CE1 et CM2 sont pertinentes ?

Non pas vraiment, pour différentes raisons. Sur le fond, les objectifs sont peu clairs si ce n'est celui d'exercer un contrôle sur l'école et ses personnels. Ces évaluations confondent diagnostic et bilan. Elles se donnent des apparences d'évaluation-diagnostic (en prétendant aider les enseignants à aider les élèves) tout en voulant établir un bilan des acquis de ces élèves (avec le côté ridicule de vouloir le faire en janvier !)

Zoom

évaluations CM2 2011

le ministère lève enfin le voile sur ses objectifs

A regarder de près l'analyse communiquée par le ministère sur l'amélioration des résultats aux évaluations CM2 2011, on comprend mieux les finalités qu'il assigne à ce dispositif. Pour lui, les légers progrès en français et plus nets en mathématiques par rapport à 2010 démontrent « que notre recentrage sur les fondamentaux, français et mathématiques, à l'école primaire est en train de payer ». Plus de doute, les indicateurs servent avant tout de caution à ses choix éducatifs. Pour le ministère, il s'agit de disposer d'indicateurs afin de piloter le système à tous les niveaux, l'école, le département, l'académie en ne s'appuyant que sur la comparabilité d'une année sur l'autre. Chacun sait ce que ce type de logique peut engendrer : focalisation sur les pourcentages de réussite ou d'échecs au détriment de l'analyse de la nature des erreurs, priorité donnée aux connaissances et compétences testées. Mais, ces dernières sont-elles vraiment celles qui doivent être absolument acquises ?

Dans un courrier adressé aux directeurs d'école le 6 avril dernier, le ministère reconnaît que ce sont les compétences simples (tables de multiplication, techniques opératoires, reconnaissance grammaticale) qui progressent et non les plus complexes (compréhension des textes, accords grammaticaux, résolution de problèmes, organisation et gestion de données). L'apprentissage est donc un processus complexe et long qui ne peut se satisfaire des seuls critères des évaluations CE1 et CM2.

Alors comment fait-on ?

On ne peut pas poursuivre ainsi. Il faut de vrais outils professionnels pour les enseignants, et pour cela remettre en place des évaluations comme celles de CE2/6ème en les améliorant et en leur associant des propositions de médiations adaptées aux difficultés rencontrées.

On pourrait les placer autour des vacances de Novembre. Les élèves auraient pu "se remettre en route" et les enseignants auraient ensuite un temps suffisant pour les faire progresser vers les objectifs de fin d'année ou de fin de cycle. Il faudrait aussi développer le dispositif d'évaluation du système éducatif lui-même. Pour cela des outils existent déjà et il serait intéressant de continuer le travail engagé notamment par la DEPP pour développer des évaluations bilans régulières (sur échantillons représentatifs) aux moments-clefs des cursus, notamment la fin de l'école et la fin du collège. Il est, en effet, légitime d'apprécier les résultats de l'école, de chercher à comprendre ce qui peut les améliorer ou ce qui fait obstacle à leur progrès. De ce point de vue, il faut combiner les évaluations internationales qui permettent de se questionner par rapport aux autres pays, ce qui permet une ouverture intéressante et une réflexion sur nos objectifs et nos pratiques et les évaluations nationales qui permettent d'apprécier les résultats de l'école par rapport aux objectifs que lui fixe la nation.

Zoom

point de vue du SNUipp-FSU changer de cap

Les nouvelles évaluations standardisées en CE1 et CM2 constituent une rupture pour l'école. Elles ne permettent pas un travail professionnel sur l'analyse des progrès et des erreurs des élèves. Elles contribuent au pilotage par les seuls résultats. Le SNUipp refuse qu'elles soient un outil au service d'une mise en concurrence des écoles ou de l'évaluation des enseignants. Pour évaluer le système, un travail sur échantillonnage suffit. Enfin, la prime liée à ces évaluations ne favorise pas le travail en équipe. Le ministère la justifie comme une politique salariale au détriment de réelles augmentations pour tous les enseignants.

Le SNUipp demande l'abandon de ces évaluations. Il demande de véritables outils professionnels au service des élèves. Des évaluations standards doivent être diagnostiques, placées en début d'année pour fournir une feuille de route pour les apprentissages. Le SNUipp demande aussi que la prime actuelle se transforme en prime d'équipement (achat personnel de matériel pédagogique, ressources) pour tous les enseignants.



SNUipp FSU



Anne-Marie Chartier

Agrégée de philosophie, docteur en sciences de l'éducation. Ses publications récentes concernent l'histoire de la scolarisation de l'écrit, les méthodes d'enseignement de la lecture en France et en Europe occidentale, et plus largement, l'histoire de la formation des maîtres et des pratiques d'enseignement.

On dit que l'évaluation prend de plus en plus de place. Comment l'expliquez-vous ?

Depuis les années 1980, plusieurs facteurs convergents y ont contribué : la critique de la notation classique (subjective, peu stable, injuste), le besoin d'élaborer des critères de comparaison (indicateurs scolaires pour dire quelles écoles seront en ZEP, estimation "objective" des écarts entre élèves, classes, écoles), l'entrée dans une ère d'évaluation des politiques publiques (définir des priorités budgétaires en fonction de critères objectifs), comparaisons internationales enfin, cherchant à classer les pays par "performances" mais aussi à permettre une réflexion sur les facteurs explicatifs des résultats obtenus. Le problème est quand l'évaluation, qui est un moyen d'information, devient la fin du travail d'apprentissage.

Zoom

formative pour mieux enseigner

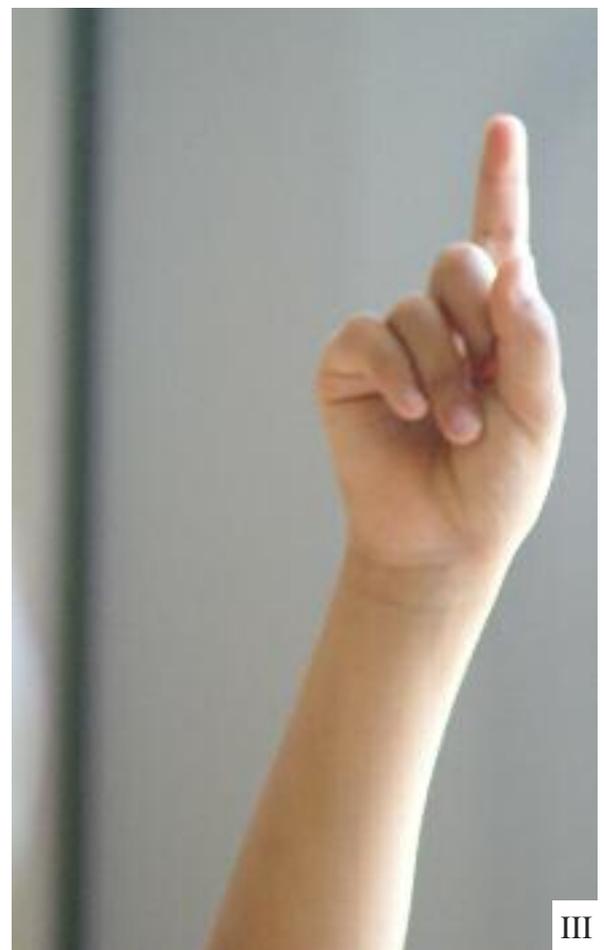
Pour accompagner le mouvement de démocratisation, l'évaluation doit changer. Certes, les enseignants ont besoin à certains moments d'avoir une photographie des connaissances acquises. Mais, aujourd'hui, ils ont aussi besoin d'informations pour aider les élèves à mieux apprendre. Il s'agit de « *cerner les acquis et les modes de raisonnement de chaque élève, suffisamment pour l'aider à progresser dans le sens des objectifs* ». Philippe Perrenoud, professeur à l'université de Genève définit ainsi l'idée « *d'évaluation formative* » qui s'inscrit dans une pédagogie au service des apprentissages et des élèves. De fait, chaque enseignant, intuitivement ou de manière plus organisée, régule son enseignement en fonction de l'observation des élèves, tente d'éviter l'appréciation stigmatisante avec le souci d'associer l'élève à son évaluation. Le débat sur la suppression de la note lancée par l'AFEV en décembre dernier s'inscrit sans doute dans cette évolution.

Tout ne peut pas être évalué ?

Tout ne peut pas être évalué tout de suite et l'habitude des contrôles de court terme me semble contreproductive. Nombre d'activités peuvent être estimées qualitativement (un changement de comportement scolaire, un travail collectif), mais pas évaluées au sens strict du terme (sauf à être dénaturées).

Comment redéfinir les pratiques d'évaluations dans l'activité de l'enseignant ?

Les enseignants savent bien que l'évaluation d'une activité ne doit pas être plus coûteuse que l'activité elle-même, qu'elle doit être simple et lisible pour les enfants, que les critères de notation doivent être connus à l'avance et qu'une note ne peut jamais rendre compte des multiples aspects impliqués dans une tâche scolaire. Il faut donc faire participer les élèves aux procédures d'évaluation (et/ou d'appréciation) pour qu'ils sachent en déjouer les pièges. L'important, ce sont tous les "indicateurs de progrès", absents des évaluations standardisées.





Alexis Bisserkine

Maître formateur, enseignant associé à l'INRP

Quel regard portent les enseignants sur les compétences ?

D'après l'étude que nous avons menée, lorsqu'on les interroge sur ce qu'est une compétence, les enseignants ont des réponses et sont familiers des termes. C'est un concept qu'ils manipulent depuis longtemps. Ils entretiennent avec les compétences une amicale relation. La conception dominante est celle des "savoirs, savoirs faire, savoirs être" qui rejoint aussi celle des "connaissances, attitudes, capacités". Certains vont plus loin et rentrent un peu plus dans la version de la compétence en train de se développer : transfert sur des situations nouvelles, mobilisation, identification d'une famille de procédures qu'on va apprendre à utiliser pour résoudre une tâche complexe.

Comment est vécue l'arrivée du LPC dans les écoles ?

La familiarité que les enseignants entretenaient avec les compétences est remise en question par le discours sur le socle commun et par le LPC. L'affaire est rendue complexe. Les enseignants, perplexes, sont désarçonnés. En effet, si l'on observe les compétences des programmes et les programmations de cycles d'un côté et celles du socle commun reprises dans le LPC de l'autre, on peut pointer un certain nombre d'incohérences.

Peu d'enseignants ont une vision de ce qu'est le LPC (mais c'est une enquête réalisée en début d'année scolaire). Souvent, seuls les enseignants de CM2, confrontés directement à la chose, s'y sont penchés. On voit apparaître localement des réflexions autour de la construction de livrets numériques qui intègrent à la fois les programmes annuels et renseignent sur l'avancée dans la maîtrise des compétences du socle commun.

D'après votre étude, quelles seraient les priorités pour les enseignants ?

Il y a un défaut d'accompagnement, d'explications, autour du concept "flou" de compétence. La compétence doit être mesurée à la fin. A défaut, le risque est de se centrer sur l'évaluation et pas sur les apprentissages.

Pour les enseignants comme pour ceux qui les accompagnent, il est urgent de revenir à quelques principes simples : prendre le temps pour que chaque niveau de l'institution trouve les moyens de "retraduire" la prescription, travailler collectivement pour faire des choix raisonnables, entre ce qu'on leur demande et ce que cela leur demande, en terme de temps, de modalités de travail réel et d'expérience de métier. Les enseignants ont raison lorsqu'ils pensent que l'important, ce n'est pas l'évaluation, c'est ce qu'on en fait pour aider les élèves à apprendre.

tour d'horizon des pratiques

Zoom

L'étude (1) menée par A. Bisserkine et P Picard repose sur un questionnaire portant sur l'évaluation et les compétences. Pour évaluer, les répondants déclarent avoir recours à toutes sortes de systèmes (notes, appréciations, pictogrammes, symboles, référentiels de compétences, "ceintures Freinet") utilisés différemment selon l'usage de l'évaluation, la période où elle se situe, le destinataire (élève, parent, collègue...) : on peut parler de stratification des pratiques.

Si les définitions de l'évaluation varient d'un enseignant à l'autre (test, guidage, étayage, conseil, commentaires...), ce qui fait accord, c'est la tension créée par la prépondérance donnée, dans les prescriptions ministérielles (2), aux évaluations par rapport aux apprentissages.

Concernant les compétences, les réponses traduisent une incompréhension au regard des choix présents. Le temps passé, l'individualisation, l'aspect binaire, parfois stigmatisant, la difficulté à appréhender l'outil par les parents... sont quelques unes des difficultés ou réticences exprimées.

En conclusion, l'effet puzzle (compétences, programmes, papiers, livret scolaire...) est le miroir des contradictions entre outils et logiques : cela se traduit par une véritable insécurité pédagogique !

(1) <http://www.inrp.fr/inrp/recherche/ocep/dispositifs/sepa/socle-commun-et-evaluations-a-l2019ecole-primaire-perceptions-des-acteurs.-bilan-detape-fevrier-2011>

(2) Cette dérive s'accroît : voir la lettre adressée aux directeurs suite aux évaluations CM2 !

